Analyse des prescriptions du SCoT

	Appréciation	Commentaires
Partie 1 - Polariser l'accueil de la nouvelle population		
P2 - Respect du niveau de polarisation	Satisfaisant	
P4 - Nombre de logements maximum à construire à 2030 (<i>condition nécessaire mais non suffisante pour que le nombre de logements soit compatible avec le SCoT</i>)	Insuffisant	473 logements en 2021 (INSEE). Plafond du SCoT : 547 logements. Différentiel (donc maximum d'ici 2030) : 547-473= 74 logements. Le potentiel d'ici 2030 se situe entre 75 et 96 logements.
P4 - Nombre de logements maximum à construire à 2030 (suite)		
Partie 2 - Préserver et valoriser les espaces naturels, agricoles, et forestiers, mieux gérer les ressources et prévenir les risques		
P5 - Qualité du diagnostic agricole - conservation du potentiel de production	Partiel	On ne connaît pas les projets et les besoins des exploitations existantes.
P6 - Respect des vignettes "habitat et services" et "activités économiques" : <i>rappel de la règle</i> Le DOO fixe des plafonds de consommation foncière (« vignettes ») par bassin de vie pour l'habitat et les services et par EPCI pour les activités économiques du 1er janvier 2014 au 1er janvier 2030. La commune de Saint-Papoul est ainsi concernée d'une part par la vignette « habitat et services » du bassin de vie ouest-audois, englobant les communautés de communes Castelnaudary Lauragais Audois et Piège Lauragais Malepère , qui s'élève de 243 à 348 ha ; d'autre part par la vignette « activités économiques » limitant à 190 ha les ENAF consommés pour les activités économiques pour la seule communauté de communes . Dès lors qu'elles ont été déterminées à partir d'une moyenne de consommation annuelle maximale, ces vignettes peuvent aussi être calibrées seulement à compter de l'entrée en vigueur du SCoT (2019), auquel cas elles sont de 169 à 235 ha pour l'habitat et les services dans le bassin de vie ouest-audois et de 131 ha pour les activités économiques à l'échelle de l'EPCI.	Partiel	La vérification du respect de ces vignettes est complexe en l'absence de PLUi. De plus, leur valeur correspond à une réduction de moitié de la consommation annuelle d'ENAF par rapport à celle observée de 1998 à 2013. Or cette dernière a été mesurée selon une méthodologie faisant intervenir les fichiers MAJIC mais avec un retraitement. La comparaison avec les données de consommation d'ENAF du Cerema (basée sur les fichiers MAJIC mais sans retraitement) depuis 2014 (ou 2019) pour évaluer le reliquat des vignettes habitat et services d'une part et économie d'autre part serait donc biaisée.
P7 - Espaces tampons extensions urbaines/espaces agricole dans OAP	Partiel	Linéaire de haies toujours incomplet pour l'OAP de la Bourdette. NOTA : En réunion PPA des arguments avaient été avancés pour dire que prescrire des haies sur le pourtour d'une opération ne fonctionnait que si on mettait un ER, mais il y a un problème de cohérence : pourquoi la haie apparaît-elle en légende et surtout pourquoi apparaît-elle sur le pourtour pour d'autres OAP ?
P9 - Changement de destinations qui ne mettent pas en péril l'activité agricole + qui rentrent dans le potentiel de logements	Insuffisant	Quid des justifications?

P10 - Identification des éléments paysagers et patrimoniaux remarquables	Insuffisant	Pour le patrimoine bâti, le RP se borne à lister les éléments classés ou inscrits. Pour les éléments végétaux, EBC sur de grandes masses mais c'est tout. Pas de haie protégée, pas d'identification/protection des perspectives visuelles.
P11 - Préservation des paysages de bord de routes (alignements, entrées de villes, etc.)	Partiel	Manque d'information : quelle topographie sur les 2 OAP? Il y a juste une prescription générale dans le tronçon commun pour dire que les projets devront éviter les déblais/remblais. Pour La Bourdette, la majorité du linéaire ne semble pas suivre les courbes de niveau.
P12 - Prise en compte du paysage dans les OAP	Partiel	Pas d'analyse du paysage pré-existant.
P14 - Préservation et conservation du canal du Midi	Non concerné	
P15 - Identification de la TVB à la commune (dans le rapport de présentation)	Satisfaisant	Suite à ma demande de précisions sur la méthode de hiérarchisation du niveau d'enjeu en réunion du 10/07/24, des points ont été attribués en fonction de l'occupation du sol (champs, vergers...).
P16 à 20 - Respect de la TVB (pas de construction en espaces remarquables, etc.)	Partiel	Tout le réservoir de biodiversité est classé en N (non indicé). Grands écosystèmes en N, A ou Ac. 1 espace remarquable en N (au milieu de la zone A) et un autre en A. Des corridors verts non traduits. Ceci dit, j'ai du mal à voir à quoi correspond celui identifié au nord de la commune. Juste au sud, le corridor vert correspond à une ripisylve. De manière générale, aucune ripisylve n'est protégée! Le RP avance que le L151-23 est utilisé (p.70) et le règlement écrit mentionne l'outil et une légende associée mais ce n'est pas le cas.
P22 - Urbanisation en continuité de l'existant (en lien avec la couronne verte du GIP InterSCoT)	Non concerné	
P23 à 29 - Implantation des EnR dans les espaces adaptés	Satisfaisant	La zone Ner (où les panneaux sont déjà implantés) autorise l'implantation des « Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés ».
P 32 - Projet de PLU en accord avec les capacités du réseau eau potable	Partiel	(p.113) Le réseau rencontre des problèmes de débit dans le centre-bourg. Le réseau d'eau potable est insuffisant au regard de la sécurité incendie. → Réponse apportée en réunion du 10/07/2024 : "poteaux incendies normalisés", "la seule déficience porte sur la qualité des canalisations" → à clarifier et mettre à jour le RP.
P 33 - Projet de PLU en accord avec les capacités du réseau d'assainissement	Satisfaisant	(cf p.113)
P 34 - Intégration des réflexions sur la gestion des eaux pluviales et dispositions dans le règlement écrit	Partiel	
P36 à 46 - Respect des PPR et prévention des risques inondation, technologiques, érosion, nuisances sonores	Partiel	La commune est concernée par l'atlas des zones inondables issu du SAGE du Fresquel. (NOTA : La partie sud-ouest de la parcelle 247 (en zone jaune et rouge de l'atlas des zones inondables) classée en zone UA de correspond au parc du château.)

Partie 3 - Conforter l'autonomie économique et la complémentarité des territoires		
P49 - Respect de la polarisation dans le développement économique	Satisfaisant	

P50 - Mixité des fonctions dans les communes pôles	Satisfaisant	zone UA (mixte) assez large
P51 - Phasage des zones de développement économique	Satisfaisant	
P52 - Pour les communes non pôle : extension max d'1ha des zones existantes	Non concerné	
P53 - Confortement des zones existantes avant extension/création de nouvelles zones	Non concerné	
P54 - Développement économique en accord avec le vignette éco des EPCI	Satisfaisant	
P56 à 58 - Préservation et mise en valeur des atouts touristiques	Satisfaisant	
P59 - Développement de l'offre d'hébergement touristique en tenant compte de l'existant	Satisfaisant	STECAL (secteur Nc) pour permettre l'évolution d'une activité touristique existante (site d'activités équestres où un PC pour la construction de nouveaux box a été délivré dernièrement)
P60 - Développement des filières : agro-alimentaire, artisanale, sociale et solidaire	Satisfaisant	
P61 - Aménagement qualitatif des zones d'activités	Non concerné	Pas d'OAP sur la zone d'activité mais c'est de toute façon trop tard (PA déjà délivré pour 4 lots)
P63 et 64 - Développement commercial en accord avec le DAAC	Satisfaisant	En dehors de la centralité urbaine (zone UA) la surface des commerces de détail doit être limitée à 300 m ² . Problème : les commerces de détail et l'artisanat appartenant à la même sous-destination, une telle interdiction pourrait aussi bloquer des entreprises artisanales → laisser la CDAC faire appliquer cette règle le cas échéant. NOTA : Il paraît fort peu probable qu'un porteur de projet ait l'idée d'implanter un supermarché en zone UB mais cela ne semble pas exclu pour la zone Ux.
P65 - Préservation du commerce de proximité dans les centre-bourgs + revitalisation	Partiel	Le RP mentionne que la commune n'est pas concernée par cette prescription du DOO, pourquoi?
P66 - Création ou maintien des espaces favorisant les circuits courts / marché de plein vent	Satisfaisant	
P68 - Prise en compte de l'offre existante avant toute création ou extension de zone commerciale	Non concerné	
P69 - Projet de + 1000m ² surface commerciale : communes pôles uniquement	Satisfaisant	même problématique que pour les P63 et P64
P72 à 74 - Qualité des aménagements des espaces commerciaux : conso d'espace, accessibilité, insertion paysagère	Non concerné	

Partie 4 - Assurer un équilibre entre l'urbanisation et les besoins en équipements et services à la population		
P75 - Respect des principes de détermination du besoin de logements	Satisfaisant	
P76 - Phasage de l'urbanisation	Partiel	Il y a un phasage mais qui se borne à éviter un nombre de logements trop important avant 2030.

P77 - Production de logements sociaux (tendre vers 20% de LLS) - Castelnaudary et pôles d'équilibre	Non concerné	
P78 - Production de logements collectifs (tendre vers 10% de logements collectifs) - Castelnaudary et pôles d'équilibre	Non concerné	
P79 - Production de logements locatifs (indiquer un pourcentage de logements locatifs à atteindre, avec une part de social) - tous les pôles	Insuffisant	Pas de pourcentage, seulement une orientation visant une diversité des modes d'occupation pour l'OAP de la Bourdette et Barri de Villemagne.
P82 - Production de logements en intensification pour 20% minimum	Partiel	Difficile à estimer compte tenu des incertitudes liées au taux de sortie de vacance.
P83 - Priorisation réhabilitation, densification avant l'extension	Insuffisant	Capacités de densification analysée p.18 à 20 mais des extensions sont en réalité comptées dedans et aucun outil n'est mobilisé pour organiser l'urbanisation dans la grande dent creuse.
P84 - Maintien des coupures d'urbanisation	Satisfaisant	
P85 et 86 - Maîtrise de la densification hors bourg (écarts, hameaux, hameaux-villages)	Satisfaisant	
P87 - Respect de la densité	Satisfaisant	...mais incohérences : Barri de Villemagne : 15 logements sur 0,39 ha (d'après mes mesures sur Géoportail), cela fait 38,5 logements/ha (et non 15 à 17 logements/ha)!
P88 - Cohérence densité / transports en commun	Non concerné	
P90 - Facilitation de requalification des logements vacants/indignes	Partiel	Pas de mobilisation d'outils particuliers à ce sujet.
P91 - Zones AU privilégiant les opérations d'ensemble	Satisfaisant	
P95 à 98 - Niveau de services à la population cohérent avec les ambitions d'accueil de nouveaux habitants	Satisfaisant	
Partie 5 - Améliorer les déplacements et les infrastructures de communication dans le SCoT et au-delà du SCoT		
P101 - Prise en compte des capacités des réseaux routiers dans le développement	Satisfaisant	
P102 - Limiter l'urbanisation linéaire	Satisfaisant	
P107 - Favoriser les déplacements alternatifs à la voiture individuelle	Partiel	cf ci-dessous
P108 - Développement de parkings multimodaux près des gares et échangeurs	Non concerné	
P110 et 111 - Développement des modes doux : pistes cyclables, OAP thématiques, réflexion intercommunale, etc. + canal du Midi	Partiel	Où se trouve l'espace de déplacement doux dans l'OAP "Nord départementale"? Même question pour la Bourdette. Comment vont fonctionner les déplacements dans l'OAP "Barri de Villemagne"?
P118 - Développement du télétravail à domicile ou en tiers-lieux		

REÇU EN PREFECTURE

le 29/04/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-031-200050938-20250424-803_2025_B1